

du monde

Cependant, le moment, le lieu et la cible avaient été choisis pour déstabiliser et pour faire douter de tout ce qui avait été accompli depuis la fuite de Ben Ali. La symbolique de la tuerie scénarisée au musée du Bardo manifestait en direction des Tunisiens la destruction du païen, de l'idolâtrie et du paganisme. Les touristes qui ramenaient de l'agent au *taghout* encourageaient surtout par leurs accoutrements, leurs comportements et leurs visites l'hérésie dans le pays qui redécouvrait sa religion. C'est cette incompatibilité, pour le commun des Tunisiens, entre la cible, célèbre et distinguée, et les auteurs anonymes et ordinaires du massacre, qui crée le trouble, la subversion et désespère. C'est à cet objectif-là, fourbe et surnois, érigé sur de la manipulation et de la domination mentale, adossé à l'appareillement inexplicable, car a priori inconciliable, que les gourous escamoteurs djihadistes, tapis dans l'ombre, sont arrivés en Tunisie. But atteint d'ailleurs, puisque le lendemain du carnage, c'est-à-dire le 19 mars 2015, les journaux titraient : «Carnage à Tunis», «La Tunisie frappée au cœur», «La démocratie attaquée», «La Tunisie déstabilisée», «Qui veut tuer la démocratie en Tunisie ?», «L'espoir des Tunisiens assassiné». Néanmoins, dans le lot, un journal tunisien arabo-phoné titrait, lui : «La Tunisie ne pliera pas.»

Les deux façons d'informer sont légitimes parce que ces annonces marquent l'actualité, comme une photographie figera un instant T. Mais après, il faudrait que la vie reprenne son cours et recouvre ses droits. Et que les Tunisiens apprennent dorénavant à vivre avec la menace et le risque, intégrés à leur quotidien. Le fait que le président Béji Caïd Essebsi se fasse interviewer pour les besoins d'une émission télé française à grande écoute, le dimanche 22 mars, à savoir quatre jours après, sur les lieux-mêmes des assassinats, au lieu du Palais de Carthage, est en soi un acte de résistance adressé aux hommes et aux femmes urbi et orbi. A Tunis et au monde.

Il avait, entre autres affirmations, soutenu que «le modèle de la Tunisie est le contre-modèle de ces gens-là et, croyez-moi, nous pensons que la souveraineté est l'affaire du peuple tunisien. Tant que nous serons là, nous serons debout et nous allons défendre notre modèle de société et nos acquis. Il n'est pas question que l'on puisse reculer devant ce fanatisme». D'ailleurs, le musée du Bardo qui renferme l'une, sinon la plus belle et la plus grande collection de mosaïques romaines du bassin méditerranéen est rouvert depuis avant-hier, le mardi 24 mars, au public et aux touristes. Mais ces derniers sont-ils prêts à revenir de sitôt ? Il faut donner du temps au temps, comme dirait l'autre.

En vieux loup de la chose politique, M. Essebsi, auquel l'Histoire devra reconnaître la maestria avec laquelle il avait *nolens volens* conduit, du 27 février au 24 décembre 2011, le premier gouvernement post-révolte, aura à son actif l'élection, sans contestations fondamentales, des membres de la Constituante chargée de la confection de la Constitution de la Tunisie nouvelle. Ancien des services de la redoutée Dakhilia lui-même, le ministère de l'Intérieur qui occupe l'immense immeuble de l'avenue Habib-Bourguiba, en plein centre de Tunis, qui représente, dans l'imaginaire collectif des Tunisiens, un grand commissariat de police, avec ses dédales et ses sous-sols, où toutes les répressions étaient permises du 25 juillet 1957, date de la proclamation de la République, jusqu'au 14 janvier 2011. C'était une institution, jadis tant redoutée, qui se plaçait en termes d'influence sur le quotidien des Tunisiens, juste après le Palais de Carthage. Le nouveau président de la République, qui avait occupé cet immeuble, comme directeur général de la Sûreté nationale de 1963 à 1965,

Mais après, il faudrait que la vie reprenne son cours et recouvre ses droits. Et que les Tunisiens apprennent dorénavant à vivre avec la menace et le risque, intégrés à leur quotidien. Le fait que le président Béji Caïd Essebsi se fasse interviewer pour les besoins d'une émission télé française à grande écoute, le dimanche 22 mars, à savoir quatre jours après, sur les lieux-mêmes des assassinats, au lieu du Palais de Carthage, est en soi un acte de résistance adressé aux hommes et aux femmes urbi et orbi.

et puis ministre de l'Intérieur du 5 juillet 1965 au 8 septembre 1969, avait nommé, le 2 février 2015, secrétaire d'Etat à la Sûreté nationale un autre ancien de la maison. Il s'agit de Rafik Chelly, ce juriste, âgé de 71 ans, formé dans les grandes écoles de police françaises, qui avait déjà occupé ce poste du temps du règne du président Bourguiba, de 1984 au 7 novembre 1987, date du renversement du Combattant suprême par Ben Ali, lui-même ancien directeur de la Sûreté nationale, qui délicatement l'écartera ensuite.

A travers cette nomination, le président Béji avait procédé par anticipation, car on dit, dans les milieux tunisois avisés, que depuis la prise en main des affaires de l'Etat par les islamistes d'Ennahdha, la Dakhilya avait été infiltrée, particulièrement lors du passage de Ali Laarayadh comme ministre de l'Intérieur. Ainsi, le 25 octobre 2013, le Syndicat national des forces de sécurité intérieure interpellait, à travers un communiqué, le gouvernement islamiste sur la situation de ses adhérents et réclamait au point 3 du communiqué : «Le remplacement sous 48 heures des directeurs généraux du ministère de l'Intérieur, police, Garde nationale (gendarmerie) et Pro-

tection civile, qui ont été nommés suivant leur allégeance au parti au pouvoir.» Donc, en plus de cet aggiornamento dans les institutions, face au péril terroriste, les services de sécurité tunisiens, les forces armées y compris, auront à être présents et à se montrer opérationnellement efficaces sur plusieurs fronts en même temps.

Il y a des maquis djihadistes à l'ouest et au sud du pays. La porosité de la frontière avec la Libye rend incontrôlables tous les mouvements mafieux qui s'y effectuent, charriant terroristes, trafiquants divers, armes, munitions et autres dangereux produits. D'un autre côté, toutes les sources confirment que le plus gros des contingents des volontaires étrangers qui composent l'armée du pseudo Etat islamique, à cheval sur la Syrie exsangue et l'Irak morcelé, est formé de jeunes Tunisiens. Ils seraient 3 000, dont 400 sont retournés au pays. Face à la nocivité de ces éléments, ni l'armée qui fonctionne sur des modèles de défense classiques ni la police et la Garde nationale ne sont en mesure, en l'état, de contrer les tactiques djihadistes. A

savoir les attentats suicide, voitures et autres engins piégés et ceux commandés à distance, etc. Encore que les unités de la police et de la Garde nationale avaient combattu des terroristes locaux et en étaient venus à bout, notamment lors des événements de Soliman et de Bordj Cédria, dans la banlieue sud de Tunis. Cela se passait en 2006 et 2007.

La donne a depuis changé, et le terrorisme muté et mué, avec la naissance d'Aqmi et l'avènement de Daech. Et les techniques de combat aussi. Les forces étatiques ne sont ni outillées pour ni formées à ces modes de confrontation. Si le Syndicat des forces de sécurité intérieure avait dénoncé leur sous-équipement et l'inadaptation de leur formation, pour ce qui concerne l'armée, la démission du général Rachid Ammar, en son temps, était pour le moins justifiée pour les mêmes raisons.

Par ailleurs, l'économie tunisienne peine à se relever. Et quand l'un de ses secteurs de pointe, pourvoyeur de 400 000 emplois et représentant 7% du PIB, est attaqué par les djihadistes, cela aggrave encore plus cette lutte. Ainsi sont les zones d'urgence en Tunisie, pour pouvoir rester à flot.

Et là, à cause de toutes ces conditions bloquantes, la Tunisie a besoin du monde. Il lui faudrait des aides rapides en argent frais, en matériel de guerre et en équipement de lutte anti-terroriste, et surtout des formations pour ses ressources humaines en fonction des missions nouvelles et des résultats attendus. Cependant, il n'y a pas que l'urgence à traiter dans le pays.

Les problèmes que posent les programmes de l'Education nationale sont aussi à revoir et à adapter au nouveau contexte, de l'avis de plusieurs spécialistes tunisiens, à moyen terme. A ce sujet, j'évoquerai feu Mohamed Charfi, ancien président de la Ligue des droits de l'homme et qui fut ministre de l'Education nationale de 1989 à 1994, dans la perspective de l'ouverture sur la société civile, suggérée à Ben Ali par ses conseillers. Dans son livre *Islam et liberté*, au chapitre consacré à l'éducation, il dit : «Cette analyse fondée sur les spécificités tunisiennes ne peut évidemment pas être étendue à l'ensemble du monde arabe. Chaque pays a ses particularités. Simplement, si le lien est maintenant clair entre les programmes des écoles et la mentalité dominante de la jeunesse, il s'ensuit que, dans l'ensemble du monde arabe, la politique de l'enseignement est un des principaux facteurs du déferlement de la vague intégriste et que la réforme de l'enseignement est un des remèdes essentiels pour sortir de la crise.» Et il poursuit : «Il s'agit simplement d'éviter la discordance, d'instaurer la cohérence entre l'école et la société. Pour cela, l'élève tunisien doit récupérer son passé, "nationaliser" son Histoire, se réapproprier la gloire de Carthage et la splendeur de la civilisation de la Tunisie au cours des premiers siècles après J.-C., même si, à l'époque, elle s'appelait la Proconsulaire romaine. Cela lui évitera de déconsidérer son pays, comme le font certains jeunes ayant reçu une formation trop teintée d'idéologie. Tout cela sans oublier la place privilégiée de la langue arabe et de l'islam. Au contraire, l'école doit enraciner chez l'enfant l'appartenance à la civilisation arabo-islamique mais sans écraser la personnalité tunisienne. Evidemment, nous citons la Tunisie comme exemple ; mais le propos s'applique à tous les pays musulmans qui doivent donc récupérer chacun sa propre histoire.»

C'est dans toutes ces dimensions-là que la Tunisie a besoin du monde maintenant, car demain il sera peut-être trop tard. Mais au fait, est-ce que c'est la Tunisie qui a besoin du monde, ou bien serait-ce le monde qui, aujourd'hui, a fortement besoin de la Tunisie ? Enfin, la solidarité face à des périls génocidaires d'un côté et de l'autre, ethnocidaires, et enfin liberticides, rend un service salvateur pour tous.

A. L.